



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE ÉCOLOGIQUE

## **NEWSLETTER n°10**

**Dimanche 20 mars 2011**

---

### Sommaire

- |                 |  |
|-----------------|--|
| <b>P2 à 3</b>   | <b>Edito - Par Guillaume Vuilletet, Président du PRé</b> |
| <b>P4 à 8</b>   | <b>Article - Culture, fille publique.</b>                |
| <b>P 9 à 11</b> | <b>Revue de presse</b>                                   |
| <b>P11</b>      | <b>Agenda prévisionnel</b>                               |
| <b>P12</b>      | <b>Bulletin d'adhésion</b>                               |
-

## **Edito – Par Guillaume Vuilletet, Président du PRé**

*Nucléaire, Libye, logement, trois commentaires sur l'actualité*

Difficile de ne pas écrire quelques mots sur le drame qui touche le Japon. Cet éditio ne sera pas consacré à l'énergie nucléaire qui est pourtant un sujet qui découle directement de ce drame. Mais l'émotion n'est pas la meilleure conseillère sur des problèmes comme celui là.

La question énergétique est de celles qui conditionnent l'avenir et le PRé ne saurait s'y dérober. Notre position est globalement de rappeler qu'il faudra inventer un « après nucléaire » et qu'une sortie raisonnée du nucléaire est à construire. Mais laissons un temps le Japon se sortir de sa catastrophe, enterrer ses morts, reconstruire ses villes.

Une actualité forte se déroule aussi évidemment dans le monde arabe et en Libye. Ce qui s'est passé ces dernières heures amène à penser que l'arrivée d'Alain Juppé à la tête de la diplomatie française a été la meilleure chose qui soit arrivée depuis 2007- ou la moins pire. La décision promue par la France était une nécessité. Il aurait été indigne de laisser un peuple se faire massacrer par une armée mercenaire menée par un dictateur fou.

Mais il faut que nous en prenions aussi la mesure. Décider d'une intervention armée n'a rien à voir avec une action de bienfaisance. En menant cette politique, la France prend un risque, pour ces soldats, pour sa sécurité. C'est un risque que nous devons assumer avec lucidité et avec conviction. Une position courageuse est rarement indolore. Le propre du courage, c'est justement d'affronter un risque.

En revanche, il y a une institution qui n'a pas à se poser de question en la matière, c'est l'Union Européenne. Dire que l'on a piétiné le vote de trois peuples – dont la France – en faisant adopter le Traité de Lisbonne par contrainte pour l'un des motifs principaux qu'il fallait que l'Europe cesse d'être un nain politique !!!

Les grandes innovations que sont la « ministre des affaires étrangères de l'Union » et le « Président du Conseil » ont prouvé avec force leur vacuité. Leur silence a été total. Cela étant, cela aura au moins permis à la France et à la Grande Bretagne de travailler ensemble.

Et puis cette juste décision ne doit pas être l'arbre épique qui cache la forêt de la situation sociale du monde arabe.

A l'origine des révoltes, point de fondamentalisme religieux comme il nous a été si pratique de le croire pour soutenir les dictatures en place! Il y avait, c'est certain une profonde aspiration démocratique et une envie irrépressible de liberté. Mais il ne faut pas oublier que les événements déclencheurs ont tous été liés à des combats contre la vie chère, la pauvreté et parfois même la faim. Le monde arabe nouveau que nous appelons tous de nos vœux sera sans lendemain s'il ne repose pas sur un ordre économique social entièrement réformé, fondé sur des principes d'équité et de solidarité.

Cela nous regarde aussi parce que la misère qui frappe ces peuples est celle d'une mondialisation qui préfère une dictature qui accapare la richesse d'un peuple parce que c'est tout de même plus fiable pour garantir le contrôle du pétrole ou de telle ou telle production.

Enfin, un dernier mot sur la situation du logement en France alors qu'approche la fin de la trêve hivernale des expulsions. La condamnation de la misère ailleurs, accompagne la dénonciation des inégalités ici-bas. Le secrétaire d'Etat au logement a annoncé ces dernières semaines une mesure assez étonnante pour lutter contre cette nouvelle forme d'habitat indigne que sont

les toutes petites surfaces louées une fortune. Je parle de logement indigne parce qu'ils contraignent de vivre avec trop peu de revenu disponible dans des logements trop petit.

La solution résiderait dans une taxe sur ces loyers déments. La belle affaire !! la taxe se déclenche dès lors que le loyer dépassera 40 euros du m<sup>2</sup> !!! Petit calcul : si vous percevez un revenu de 1000 euros par mois, vous pouvez – au plus – sacrifier 300 euros à votre logement. Donc pour que votre loyer soit jugé excessif il faut que vous soyez logé dans moins de...7,5 m<sup>2</sup> pour ces 300 euros. A contrario, cela veut dire qu'il n'est pas si anormal de loger quelqu'un dans de telles conditions !

Pour mémoire, la taille minimale légale d'un logement est de 9 m<sup>2</sup>. Cela veut dire que louer une telle surface 360 euros n'est pas scandaleux. Hé bien si ! c'est scandaleux et la mesure proposée par le secrétaire d'Etat est une tartuferie grotesque.

Il existe un taux maximum de l'usure. En quoi serait-il absurde de définir un loyer maximum au m<sup>2</sup> ? ça n'épuise pas le problème du logement et de l'accès de tous à celui-ci. Mais mettre une limite à l'indécence, cela fait partie des normes que doit installer une société.

## Article – Culture, fille publique.

La dernière politique culturelle majeure de ce pays, à proprement parler "révolutionnaire" au sens où elle accomplit une révolution complète des mécanismes publics de soutien à la création et aux professions culturelles, fut l'œuvre de Jack Lang.

Aux politiques patrimoniales, muséales ou dirigées vers de grands établissements, essentiellement parisiens, de diffusion de la culture française classique, à l'impasse des MJC, originellement pensées comme espaces d'expression d'une création contemporaine devenues symboles sociocul du macramé-poterie, bref à l'échec malrucien, Jack Lang répondit comme seul Nicolas Fouquet aurait pu s'y attendre, par de somptueuses fêtes populaires.

Ah! comme on a glosé et glose encore, de Fumarolli en Finkielkraut, Bendas du pauvre, sur l'émergence d'une culture paillette, festive, suiviste de la rue, démagogue et putassière. Lectures de gribouille: pour Lang, les fêtes n'ont jamais été que le sommet émergé de l'iceberg, ce travail de fond qu'il fit avec les professionnels de la culture.

Loi sur le prix unique du livre, création d'un maillage territorial de lieux de création et de diffusion de la culture contemporaine (centres dramatiques, théâtres nationaux, scènes nationales...), réforme du

financement du cinéma, renaissance des Arts du Cirque, développement sans égal de la danse, politique de grands travaux, financement public des arts plastiques, explosion des pratiques amateurs, excellence des filières de formation... l'œuvre du ministre de la culture de François Mitterrand demeure sans égale. L'Histoire, une fois que l'agaçante posture actuelle de Jack Lang sera enfin oubliée, retiendra cette œuvre.

Depuis, que s'est-il passé? Interrogez les Français: tous citeront Jack Lang, nombreux même continueront de le croire Ministre, aucun, ou presque, ne se souviendra de ses successeurs. C'est parfois injuste (pour Jacques Toubon notamment, qui sut approfondir l'œuvre de Lang et la réformer), c'est souvent la sanction d'une inutilité pailletée (Tasca, Albanel), d'une erreur de casting (Léotard, Trautmann...) ou d'une impuissance dommageable (le gâchis Frédéric Mitterrand). Depuis vingt ans, la politique culturelle tourne à vide.

Si grand est l'héritage qu'on peine à voir ce lent déclin de notre intervention publique en matière culturelle. Déclin des financements (où en sont les 1 %), mais surtout, mais pire: déclin de la pensée politique en matière de culture.

Aujourd'hui, l'ensemble des partis politiques tient sur la culture un discours indigent, le défunt Parti Communiste Français excepté, lequel a rétabli un dialogue durable avec les professions culturelles (chez Europe Ecologie, la cacophonie noie les positions intéressantes, au PS, le silence est assourdissant). Pour autant, le PCF n'évite pas l'écueil, qui résume la crise actuelle de nos politiques culturelles à une crise de financement.

Certes, crise de financement il y a. Et grave. La baisse des crédits du Ministère de la Culture, durable, a longtemps été compensée par la montée en puissance des politiques culturelles des collectivités territoriales. Aujourd'hui, avec la grave crise que traversent celles-ci, ce n'est plus vrai. Déjà, des collectivités durement touchées par la crise, les départements, sont contraints de pratiquer des coupes sombres dans leurs subventions culturelles. Déjà, des manifestations disparaissent, tuées par le manque de financement. Déjà, l'évidence se produit : les plus grosses d'entre elles, les plus populaires, conservent leurs financements au détriment des autres, celles où se joue une partie de la création contemporaine, encore obscure, encore confidentielle.

La recentralisation à laquelle on assiste depuis 2007 est, pour la culture, une catastrophe. Non que nous défendrions, au nom d'une décentralisation qui serait, par essence, bonne, une politique girondine acharnée. Simplement, les jacobins d'aujourd'hui, ceux qui sont

au gouvernement et à l'Élysée, veulent à la fois en finir avec la décentralisation, ce qui suppose de renforcer l'État, et dépouiller celui-ci. Recentraliser en réduisant les effectifs de la fonction publique, en affaiblissant les pouvoirs publics, en privatisant l'action publique, c'est soigner à coups de marteau une jambe cassée.

En matière culturelle, alors que les collectivités sont contraintes de diminuer la voilure faute de compensations honnêtes et d'autonomie fiscale, le Ministère est à genoux : le Ministre n'existe pas, certaines directions disparaissent, telle celle du livre et de la lecture, une partie des crédits dévolus au Ministère est réorientée vers le conseil présidé par Marin Karmitz, une autre partie est ponctionnée par les opérations de communication du Grand Paris, lequel vient de se voir doté, par le Président de la République, d'un « Monsieur Culture » dont on se doute qu'il pourrait devenir Ministre bis de la Seine à la Loire.

Alors oui, admettons la crise de financement et soyons aux côtés de ceux qui, régulièrement, défilent devant la rue de Valois pour clamer la pénurie, la pauvreté et la disparition pure et simple de l'action culturelle dans ce pays.

Pour autant, admettons aussi que l'argent ne suffira pas. La culture contemporaine, dans son ensemble souffre d'un mal plus profond, plus grave : une forme de désaffection des publics.

Certains l'ont bien vu, qui préconisent une culture par et pour le public (voir, sur ce sujet, le programme culture du Front National contre lequel il faut lutter non pas en hurlant au loup fasciste, mais en en pointant les bêtises, l'ignorance et la vacuité). Chez les socialistes eux-mêmes des voix s'élèvent qui réclament une grande culture populaire, où le public aurait son mot à dire. Ainsi a-t-on vu certains hiérarques plaider pour que le public participe aux choix de programmation des théâtres subventionnés. Ah, Bouvard, ah, Pécuchet, vous voilà-t-il donc la rose au poing ?

En vérité, ce que en quoi nous continuons à croire, au PRé, ce n'est pas à une moindre exigence de la création. C'est à l'adhésion d'un public nombreux, populaire, renouvelé à une création contemporaine exigeante, difficile, sans concessions.

Le peuple n'est pas l'imbécile qu'on se plaît à imaginer dans les milieux réactionnaires. Et ses choix culturels sont le fait de son éducation et de sa condition sociale, non d'un mauvais goût inné qui le pousserait vers des films médiocres, de mauvaises pièces de boulevard ou des croutes figuratives. Sans doute, la culture populaire reconnaît les classiques et les promeut. Sans doute, si le fantasme d'aucuns, faire de la vox populi un directeur artistique, prenait corps, nos théâtres ne joueraient-ils que Molière, Beaumarchais, Rostand, peut-être Ionesco. Mais ils ne joueraient pas

Bigard. Le peuple fait la différence entre TF1 et Arte ; simplement, il ne regarde pas Arte.

Pour cette raison, il faut plaider pour une fusion entre le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Éducation Nationale. Car il faut confronter, dès leur plus jeune âge, les enfants aux Arts, aux pratiques culturelles, à la dimension muséale. Eduquer le public, former le citoyen, cela suppose de le mettre au contact régulier, pérenne, dès ses trois ans, avec l'Art dans toutes ses disciplines. Comment se fait-il qu'en France, on cesse d'aller au Louvre une fois la cinquième passée ? Comment se fait-il que les pratiques artistiques soient abandonnées, sauf filières dédiées, dès la seconde ? La tentative de Jack Lang, qui fut Ministre à la double casquette (1992) reste à mettre en œuvre : il faut, en France, un Ministère de la Beauté, de l'Intelligence et des Savoirs. Sinon, la scolarité restera, comme aujourd'hui, déconnectée de la culture et des perroquets qui n'auront rien lu que les œuvres au programme continueront de réussir les concours d'entrée aux grandes écoles.

Il ne s'agit pas, pour autant, de « rationaliser » et de trouver des « synergies », mots qu'on emploie pour ne jamais dire économies et rigueur. Nous plaidons pour le retour au 1%, et même pour aller au-delà. Ce que nous pensons, c'est qu'il faut consacrer 1% du budget de l'État à la création contemporaine et trouver d'autres sources, notamment fiscales, pour financer la patrimoine. Pour lequel, d'ailleurs, nous

plaidons, à l'exception d'une dizaine de grands musées et d'autant de bâtiments de prestige, pour une décentralisation totale.

En matière culturelle, les financements croisés doivent se poursuivre, à la condition d'exiger de la transparence et de nommer, par secteur, un chef de file. Est-il normal, ainsi, que certaines Régions contribuent au financement de théâtres nationaux par ailleurs déjà bien dotés au détriment de petites compagnies et de lieux de moindre visibilité ? A l'Etat les équipements déjà labellisés par lui, aux collectivités, le financement des autres.

Le livre est le grand oublié des politiques publiques culturelles, en termes de financement (car existent les lois sur le prix unique du livre, Lang pour le papier, en cours de vote pour le numérique). Première industrie culturelle de France, le livre est surtout la moins soutenue. Ainsi, si le Centre National du Cinéma affiche un budget de 575 millions d'euros, celui du Centre National du Livre, son pendant, peine à atteindre les 30 millions d'euros. Que les éditeurs soient, en matière de lobby, des enfants comparés aux producteurs, toujours prompts à hurler à la mort de notre exception culturelle, ne fait pas de doute. Pourtant, il est temps de doter le CNL de moyens propres à porter, urbi et orbi, une grande ambition. La langue française reste certes la deuxième langue de traduction dans le monde mais, année après année, elle cède du terrain devant l'anglais.

Réconcilier les publics avec la création contemporaine, cela demande aussi des financements. Chaque fois qu'une compagnie, un lieu, une association culturelle, un auteur en résidence... font le choix de travailler avec le public, le résultat s'avère à la hauteur des espérances. Accompagnés dans leur découverte de la création, associés même parfois au processus créatif, les publics, y compris les plus éloignés à priori, suivent. Si exigeante que soit la création, celui auquel on a pris la peine de l'expliquer est en mesure d'y assister et de la comprendre, de faire, en conscience, le choix de l'aimer ou non.

Aussi, il nous paraît nécessaire, à tout le moins, de mettre en œuvre des financements spécifiques dédiés aux publics, au-delà même de financement associatifs, sur la base de projets, en exigeant de tous les lieux subventionnés, mais aussi de tous les arts, qu'ils associent le public étroitement au travers d'ateliers, d'interventions dans les écoles, de partenariats avec les amateurs, avec les associations, d'interventions dans les lieux de souffrance... Œuvrer pour le public sans rien sacrifier de l'exigence de sa création, voilà ce qu'on devrait pouvoir exiger de ceux qui prétendent, à juste titre, bénéficier de financements publics.

Ces quelques pistes que nous ouvrons au débat sont bien sûr loin, très loin, de constituer un programme culturel complet et cohérent pour le pays.

Mais nous avons, au PRé, l'ambition de mettre la culture au cœur de nos propositions, et nous remettrons l'ouvrage sur le métier, avec d'autres pistes, d'autres propositions et des fiches sectorielles.

La culture n'est pas un supplément d'âme. Elle incarne, aux yeux du monde, la grandeur d'un peuple. Depuis

des années, le débat culturel est escamoté, dans ce pays. Rouvrons-le.

C'est, modeste et démesurée, notre ambition.



## Revue de presse

### 1. International/Economie :

- **Pendant ce temps-là, le Monopoly des terres arables continue**

Source : [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr) 10.03.11

A l'heure où des flambées des prix des matières premières sont toujours à craindre, l'hebdomadaire *Marianne* met en ligne sur son site un « Atlas Google Map » qui donne une idée de la convoitise des investisseurs pour les surfaces cultivables. Lire la suite :

[http://www.marianne2.fr/Pendant-ce-temps-la-le-monopoly-des-terres-arables-continue\\_a203879.html](http://www.marianne2.fr/Pendant-ce-temps-la-le-monopoly-des-terres-arables-continue_a203879.html)

### 2. Initiatives locales :

- **Nucléaire : 2 spécialistes analysent la réserve des collectivités**

Source : [www.lagazettedescommunes.com](http://www.lagazettedescommunes.com) 16.03.11

Interview de Gérard Magnin, délégué général d'Energies Cités <http://www.lagazettedescommunes.com/59434/nucleaire-2-specialistes-analysent-la-reserve-des-collectivites/-fn-59434-2#fn-59434-2> et de Bruno Rebelle, directeur général du cabinet Synergie dans la Gazette des Communes.

Ces derniers proposent une critique originale sur la structure des politiques énergétiques en France, pointant notamment « *la désresponsabilisation des territoires vis-à-vis de l'approvisionnement énergétique* ». Lire la suite :

<http://www.lagazettedescommunes.com/59434/nucleaire-2-specialistes-analysent-la-reserve-des-collectivites/>

### 3. Idées/Point de vue :

- **Penser à gauche. Figures de la pensée critique aujourd'hui" : une gauche qui réfléchit**

Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) 16.03.11

Que signifie "penser à gauche" ? Cette question, les membres du collectif qui animait *La Revue des livres et des idées* ont voulu y répondre par un recueil publié par les éditions Amsterdam. Lire la suite :

[http://www.lemonde.fr/livres/article/2011/03/16/penser-a-gauche-figures-de-la-pensee-critique-aujourd-hui\\_1493900\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article/2011/03/16/penser-a-gauche-figures-de-la-pensee-critique-aujourd-hui_1493900_3260.html)

- **Les dieux du marché sont-ils tombés sur la tête ?**

Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) 15.03.2011

Traditionnellement, l'analyse économique s'est toujours déroulée à la fois de manière empirique et théorique. Mais l'évolution récente des travaux montre une tendance nette au développement des approches empiriques, au détriment des analyses théoriques. Pierre-Yves Geoffard dénonce cette dérive et précise que l'enjeu est bien de reconstruire un cadre de pensée cohérent afin de nourrir la pensée des gouvernements ou des banques centrales. Lire la suite :

<http://www.liberation.fr/economie/01012325560-les-dieux-du-marche-sont-ils-tombes-sur-la-tete>

- **« Un docu dur à digérer »**

Source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) 16.03.11

*Libération* présente l'enquête de la journaliste Marie-Monique Robin sur les pesticides dans l'alimentation. Inquiétant. Lire la suite :

<http://www.ecrans.fr/Un-docu-dur-a-digerer,12248.html>

## Agenda prévisionnel

### ➤ Pour une République Ecologique

- **24 mars 2011 – 19H** : conseil d'administration

*Ordre du jour* : 1) Examen définitif du Manifeste  
2) Programme d'activités (Lettres et dîners)  
3) Débat d'actualité

*Lieu* : ORDIF

*91 Avenue de la République*

*75011 PARIS*

*Bat. B, 1<sup>er</sup> étage.*

- **7 avril 2011 – 19H30** : Diner débat

*Invité* : Cécile Duflot

*Thème* : « 2012 : élection tremplin pour l'écologie politique ? » (Réservation impérative)

*Lieu à déterminer*

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet [www.republique-ecologique.fr](http://www.republique-ecologique.fr)



**Bulletin d'adhésion au PRÉ**

**Je soussigné(e)**

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Adresse :** .....

.....

**E-mail :** .....

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :